



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

fermeture de magasins du groupe Carrefour

Question au Gouvernement n° 891

Texte de la question

FERMETURE DE MAGASINS DU GROUPE CARREFOUR

M. le président. La parole est à M. Sébastien Chenu, au titre des députés non inscrits.

M. Sébastien Chenu. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, le groupe Carrefour a annoncé cette année un plan social d'une envergure sans précédent dans la grande distribution. Il entend se séparer de 273 magasins qu'il avait rachetés au groupe Dia. Pour 227 d'entre eux, il n'y a aucun repreneur ; 2 100 emplois au total sont menacés, notamment dans des villes de ma circonscription – Denain, La Sentinelle –, mais aussi à Hénin-Beaumont, à Liévin, et partout en France.

Combien de temps le Gouvernement restera-t-il les bras ballants à ce sujet ? Le groupe Carrefour a bénéficié, au titre du CICE, de 100 millions d'euros d'aides publiques depuis 2013. Je rappelle que ce dispositif coûte 20 milliards d'euros par an pour des résultats qui ne correspondent pas aux sommes ainsi investies par les Français. Aucune aide n'est versée aux PME par le moyen du CICE, dont Marine Le Pen a d'ailleurs demandé la suppression. C'est votre philosophie qui est mise en accusation.

Combien de milliards d'euros seront ainsi investis pour des résultats proches de zéro en ce qui concerne le nombre d'emplois préservés dans notre pays ? Combien de cadeaux succéderont demain aux cadeaux d'aujourd'hui, avec une inutilité absolue ? Où était M. Macron pendant la création du CICE ? C'est lui qui l'a inventé !

M. Pierre Cordier. Eh oui !

M. Sébastien Chenu. La réalité, c'est que la politique d'austérité touche les territoires et les citoyens les plus démunis. Il est certes plus facile de s'attaquer à eux qu'à la niche fiscale dont bénéficient les journalistes, par exemple ! Les investissements publics ne permettent pas la création d'emploi : le CICE en est le triste exemple.

Nous vous demandons d'agir. Quand comptez-vous passer aux actes, quelle politique comptez-vous mener à la place de cette politique de laisser-faire sans aucun retour sur investissement ? Que comptez-vous faire pour préserver les emplois menacés par le groupe Carrefour ? *(Applaudissements parmi les députés non inscrits.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, votre politique économique n'est pas la nôtre, et c'est tant mieux pour la France ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Notre politique économique, c'est effectivement d'améliorer la compétitivité de nos entreprises, des PME, des commerçants, des artisans. Notre politique économique, c'est de baisser l'impôt sur les sociétés sur cinq ans, en faisant passer son taux de 33 % à 25 %, afin que nos entreprises soient plus rentables. Notre politique économique, c'est – nous l'assumons – de baisser les charges sur les salaires pour que les entreprises puissent embaucher.

M. Gilbert Collard. Vous ne répondez pas à la question !

M. Sébastien Jumel. Vous ne parlez pas de Carrefour !

Un député du groupe FI . Et les fonctionnaires ?

M. Bruno Le Maire, ministre . Je vous confirme à ce propos que le CICE sera, l'année prochaine, transformé en allègements de charges définitifs pour toutes les entreprises, afin qu'elles puissent créer des emplois. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Notre politique, c'est la formation et la qualification. Vous constatez tous dans vos circonscriptions, comme moi-même, que nombre d'entreprises, aujourd'hui, notamment dans le secteur industriel, n'arrivent pas à trouver des soudeurs, des chaudronniers, des carrossiers. Il y a des emplois disponibles, mais pas de travailleurs formés, qualifiés.

M. Éric Coquerel et M. Jean-Luc Mélenchon . Quel rapport avec la question ?

M. Bruno Le Maire, ministre . Notre politique, c'est d'accompagner tous ceux qui sont en difficulté. Oui, la grande distribution est confrontée à une restructuration sans précédent liée aux nouvelles technologies. D'ici à un mois, je rassemblerai tous les acteurs de la grande distribution, Carrefour et les autres, qui sont confrontés à des mutations technologiques de grande ampleur, afin d'accompagner ces mutations et de former, de qualifier les salariés concernés, pour que dans la grande distribution comme ailleurs, notre politique crée de l'emploi.

Mme Marine Le Pen. Pour l'instant, ce n'est pas le cas !

M. Bruno Le Maire, ministre. L'année dernière, 272 000 emplois ont été créés et 272 000 emplois sont à nouveau prévus pour l'année 2018 : voilà nos résultats, voilà ce que les Français jugeront. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Chenu](#)

Circonscription : Nord (19^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 891

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 mai 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mai 2018](#)